

30000  
ME

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG numéro 0964 /2019

Jugement Contradictoire  
Du Lundi 27 mai 2019

Affaire :

L'OPTIC VIE INTERNATIONAL  
Dite OVI

Contre

LA SOCIETE ESSOR ABIDJAN

Décision :

Statuant publiquement, contradictoirement,  
et en premier ressort :

Déclare l'Optic Vie International dite OVI  
recevable en son opposition ;  
L'y dit mal fondée ;  
Dit la société ESSOR ABDJAN bien fondée en  
sa demande en recouvrement de sa créance.  
Condamne l'Optic Vie International dite OVI à lui  
payer la somme de 1.732.400 francs au titre de  
sa créance ;  
Condamne l'Optic Vie International dite OVI aux  
dépens.



5<sup>ème</sup> CHAMBRE

AUDIENCE PUBLIQUE DU LUNDI 27 MAI 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son  
audience publique ordinaire du lundi Vingt-Sept mai de  
l'an Deux Mille dix-neuf, tenue au siège dudit Tribunal, à  
laquelle siégeaient :

**Monsieur BOUAFFON OLIVIER**, Vice-président du  
Tribunal, Président ;

**Messieurs DOUA MARCEL, SAKO KARAMOKO FODE,  
N'GUESSAN K.EUGENE et OKOUE EDOUARD**,  
Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KOUASSI KOUAME  
France WILFRIED**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la  
cause entre :

L'OPTIC VIE INTERNATIONAL Dite OVI Entreprise  
individuelle, Immatriculée au registre du commerce et du  
Crédit Mobilier sous numéro CI-ABJ-2017-A-12479, dont  
le siège social est à Abidjan-Treichville Arras 2,08 BP  
2710 Abidjan 08, tél : 21 24 44 16/05 33 77 79, prise en la  
personne de son représentant légal , monsieur DJE  
KOUASSI NESTOR ,demeurant audit siège ;

Demanderesse, comparaissant et concluant

D'une part

Et

LA SOCIETE ESSOR ABIDJAN,SARL, au capital de 1 000  
000 Francs CFA, Immatriculée au registre du commerce et  
du Crédit Mobilier sous numéro CI-ABJ-2009-B-3390 dont  
le siège social est à Abidjan-COCODY Riviéra Golf , 25  
BP 2464 Abidjan 25, tél : 20 21 46 06/ Fax : 20 21 46 08  
,agissant aux poursuites et diligences de son représentant  
légal , monsieur ERIC LECLERC, son Gérant ,

demeurant ès qualité au susdit siège social, en ses bureaux ;

Défenderesse, n'a ni comparu ni conclu ;

**D'autre part ;**

Enrôlé, le dossier a été évoqué à l'audience du 12 Avril 2019 et renvoyé le 15/04/2019 pour attribution devant la 5<sup>ème</sup> chambre ;

A cette date le Tribunal a constaté la non conciliation des parties et a ordonné une instruction, confiée au juge DOUA MARCEL.

L'instruction a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n° 671/19 en date du 02 mai 2019 et la cause a été renvoyée à l'audience publique du lundi 06/05/ 2019 ;

A l'audience, le dossier a été renvoyé plusieurs fois dont la dernière date le 13/05/2019 pour être mis en délibéré le 27/05/2019;

Advenue ladite audience, le Tribunal a vidé le délibéré dont la teneur suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier de la procédure l'Optic Vie International dite OVI contre la société ESSOR ABIDJAN relative à une opposition à ordonnance d'injonction de payer ;

Où la demanderesse en ses demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 14 mars 2019, l'Optic Vie International dite OVI a assigné la société ESSOR ABIDJAN à comparaître devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan le 12 avril 2019 pour

s'entendre :

- La déclarer recevable en son opposition et l'y dire bien fondée ;
- Dire et juger que la somme de 1.732.400 francs à laquelle elle a été condamnée par l'ordonnance d'injonction de payer N° 0612/2019 rendue le 18 février 2019 n'est pas exigible et rétracter en conséquence ladite ordonnance ;
- Dire et juger qu'elle payera sa dette envers la société ESSOR ABIDJAN à raison de 100.000 francs par mois à compter de fin mars 2019 en attendant qu'elle rentre en possession des sommes qui lui sont dues par ses débiteurs ;
- Condamner la société ESSOR ABIDJAN aux dépens ;

Au soutien de son action, l'Optic Vie International dite OVI expose que depuis l'année 2015 elle est en relation d'affaire avec la société ESSOR ABIDJAN consistant pour celle-ci à lui remettre des verres pharmaceutiques en vue de leur commercialisation à des personnes assurées ou non selon une convention verbale conclue entre les parties ;

Elle déclare qu'elle a effectivement vendu les verres à crédit à plusieurs clients couverts par des assurances telles que STANE INTERNATIONAL et ASCOMA-STANE et d'autres transactions ont été faites avec les partenaires communs que sont HAPPY VISION, VISION ORIGINAL, AMIE OPTICIENNE, VISION ORIGINAL et VISION ECLAT ;

Les verres, souligne-t-elle, ont été vendues à ces différents clients à la somme globale de 13.037.600 francs dont la somme de :

- 1.137.600 francs pour HAPPY VISION ;
- 9.598.000 francs pour STANE INTERNATIONAL ;
- 455.000 francs pour VISION ORIGINAL ;
- 692.000 francs pour AMIE OPTICIENNE ;
- 210.000 francs pour ASCOMA-STANE ;
- 280.000 francs pour VISION ORIGINAL ;
- 665.000 francs pour VISION ECLAT ;

Elle indique que compte tenu des relations conventionnelles qu'elle entretient avec ces assurances et ses autres partenaires, elle n'a pas jugé utile de choisir la voie judiciaire pour les emmener à payer sa créance ;

Elle fait savoir qu'en dépit des difficultés financières qu'elle rencontre, elle a pu apurer ses factures de janvier 2018 à janvier 2019 à l'égard de la société ESSOR ABIDJAN ;

Malgré ses efforts pour réduire sa dette, poursuit-elle, celle-ci a sollicité et obtenu de la

juridiction présidentielle du Tribunal de Commerce d'Abidjan l'ordonnance d'injonction de payer N° 0612/2019 rendue le 18 février 2019 la condamnant à payer à la société ESSOR ABIDJAN la somme de 1.732.400 francs ;

Or, précise-t-elle, elle a convenu verbalement avec ladite société que compte tenu de ses difficultés financières elle s'engage à lui verser mensuellement la somme de 100.000 francs en attendant que ses débiteurs lui payent sa créance, mais celle-ci a saisi le Président du Tribunal de Commerce d'Abidjan qui a rendu l'ordonnance d'injonction de payer ci-dessus indiquée alors même que le 1<sup>er</sup> versement de la somme de 100.000 francs devait intervenir fin mars 2019 ;

Dans une demande additionnelle contenue dans ses conclusions du 18 avril 2019, l'Optic Vie International dite OVI soutient que la société ESSOR ABIDJAN n'a pas respecté la procédure de tentative de règlement amiable préalable obligatoire prévue pour toute action en paiement devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan et invoque à ce niveau un vice de procédure ;

Pour sa part, la société ESSOR ABIDJAN n'a ni comparu, ni conclu ;

### DES MOTIFS

#### EN LA FORME

##### Sur le caractère de la décision

Suivant l'article 12 alinéa 2 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, la juridiction saisie sur opposition statue par décision contradictoire ;

Il sied de statuer par décision contradictoire ;

##### Sur le taux du ressort

L'article 15 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose que « La décision rendue sur opposition est susceptible d'appel dans les conditions du droit national de chaque Etat partie » ;

Il y a lieu, conformément à ce texte, de statuer en premier ressort ;

##### Sur la recevabilité de l'opposition

L'article 10 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement

et des voies d'exécution dispose que « L'opposition doit être formée dans les 15 jours qui suivent la signification de la décision portant injonction de payer. Le délai est augmenté éventuellement des délais de distance » ;

En l'espèce, l'ordonnance d'injonction de payer a été signifiée à la demanderesse à l'opposition le 04 mars 2019 et cette dernière a formé opposition le 14 mars 2019 ;

Conséquemment, l'opposition est recevable pour avoir été introduite dans le délai ;

## AU FOND

### Sur le bien-fondé de l'opposition

#### 1. De l'existence d'un vice de procédure pour défaut de tentative de règlement amiable préalable

L'Optic Vie International dite OVI soulève un vice procédure sans le nommer et demande au Tribunal d'en tirer les conséquences au motif que la société ESSOR ABIDJAN n'a pas satisfait à l'obligation de tentative de règlement amiable préalable à toute action en paiement devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan ;

L'article 5 de la loi organique N° 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des Juridictions de commerce dispose que « La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du Tribunal de Commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers, dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation » ;

L'article 41 du texte susvisé dispose pour sa part que « Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le Tribunal déclare l'action irrecevable » ;

Il résulte de ces deux textes que le demandeur doit, sous peine d'irrecevabilité de son action, tenté de régler à l'amiable le litige l'opposant à son adversaire, avant toute saisine du Tribunal de Commerce ;

Ces dispositions précitées sont d'ordre général contrairement à la présente cause qui est relative à une ordonnance d'injonction de payer réglementée par un texte spécial, à savoir l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

L'article 12 de cet acte portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution a prévu une tentative de

conciliation faite par le Tribunal qui constate, soit la conclusion d'un accord et dresse procès-verbal, soit l'échec de la conciliation et dresse procès-verbal ;

Or, en application de l'article 10 du traité OHADA, les actes uniformes ont une valeur supérieure à celle des lois nationales ;

En l'espèce, les parties n'ayant pu se concilier, le Tribunal en son audience du 15 avril 2019 a constaté l'échec de la tentative de conciliation ;

Dès lors, il n'y avait pas lieu de procéder à une tentative de règlement amiable du litige conformément aux articles 5 et 41 de la loi organique N° 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des Juridictions de commerce ;

Il convient de rejeter ce moyen ;

#### Sur la demande en recouvrement de la créance

L'Optic Vie International dite OVI allègue que la créance de la société ESSOR ABIDJAN n'est pas exigible au motif que les parties ont convenu verbalement d'apurer la créance de la société ESSOR ABIDJAN en lui permettant de verser à celle-ci mensuellement la somme de 100.000 francs dont le 1<sup>er</sup> versement devait intervenir fin mars 2019 ;

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, « Le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandée suivant la procédure d'injonction de payer » ;

Il résulte de cette disposition que la procédure d'injonction de payer ne peut être introduite que si la créance présente certains caractères de certitude, de liquidité et d'exigibilité ; La créance est certaine si elle est incontestable ; elle est liquide si elle est déterminée dans sa quotité et elle est exigible si elle n'est pas affectée d'un terme suspensif ou d'une condition ;

En l'espèce, l'Optic Vie International dite OVI n'apporte pas la preuve du terme convenu entre les parties ;

Dès lors, la créance est exigible ;

La créance est également certaine du fait qu'elle ne fait nullement l'objet de contestation de la part de l'Optic Vie International dite OVI et qu'elle résulte de la vente de verres pharmaceutiques commandés et livrés, et elle est liquide au montant déterminé de 1.732.400 francs ;

Il convient dès lors de dire que la



demande en recouvrement est bien fondée et de condamner l'Optic Vie International dite OVI à payer à la société ESSOR ABIDJAN la somme de 1.732.400 francs au titre de sa créance ;

Sur les dépens

L'Optic Vie International dite OVI succombant ; il convient de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, et en premier ressort :  
- Déclare l'Optic Vie International dite OVI recevable en son opposition ;  
- L'y dit mal fondée ;  
- Dit la société ESSOR ABDJAN bien fondée en sa demande en recouvrement de sa créance  
- Condamne l'Optic Vie International dite OVI à lui payer la somme de 1.732.400 francs au titre de sa créance ;  
- Condamne l'Optic Vie International dite OVI aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.

CPFH Plateau  
Poste Comptable 8003



Droit fixe x ..... - 18000  
Hors Délai.....  
Reçu la somme de sur huit mille francs

Quittance n° 0339771 et .....  
Enregistré le 15 OCT 2019  
Registre Vol. 45 Folio 76 Bord 573 / 15821003

Le Receveur

Le Chef de Bureau du Domaine,  
de l'Enregistrement et du Timbre

Le Conservateur





PHOTOGRAPHED BY  
INCHON

1950

1. [illegible]  
2. [illegible]  
3. [illegible]  
4. [illegible]  
5. [illegible]  
6. [illegible]  
7. [illegible]  
8. [illegible]  
9. [illegible]  
10. [illegible]  
11. [illegible]  
12. [illegible]  
13. [illegible]  
14. [illegible]  
15. [illegible]  
16. [illegible]  
17. [illegible]  
18. [illegible]  
19. [illegible]  
20. [illegible]  
21. [illegible]  
22. [illegible]  
23. [illegible]  
24. [illegible]  
25. [illegible]  
26. [illegible]  
27. [illegible]  
28. [illegible]  
29. [illegible]  
30. [illegible]  
31. [illegible]  
32. [illegible]  
33. [illegible]  
34. [illegible]  
35. [illegible]  
36. [illegible]  
37. [illegible]  
38. [illegible]  
39. [illegible]  
40. [illegible]  
41. [illegible]  
42. [illegible]  
43. [illegible]  
44. [illegible]  
45. [illegible]  
46. [illegible]  
47. [illegible]  
48. [illegible]  
49. [illegible]  
50. [illegible]  
51. [illegible]  
52. [illegible]  
53. [illegible]  
54. [illegible]  
55. [illegible]  
56. [illegible]  
57. [illegible]  
58. [illegible]  
59. [illegible]  
60. [illegible]  
61. [illegible]  
62. [illegible]  
63. [illegible]  
64. [illegible]  
65. [illegible]  
66. [illegible]  
67. [illegible]  
68. [illegible]  
69. [illegible]  
70. [illegible]  
71. [illegible]  
72. [illegible]  
73. [illegible]  
74. [illegible]  
75. [illegible]  
76. [illegible]  
77. [illegible]  
78. [illegible]  
79. [illegible]  
80. [illegible]  
81. [illegible]  
82. [illegible]  
83. [illegible]  
84. [illegible]  
85. [illegible]  
86. [illegible]  
87. [illegible]  
88. [illegible]  
89. [illegible]  
90. [illegible]  
91. [illegible]  
92. [illegible]  
93. [illegible]  
94. [illegible]  
95. [illegible]  
96. [illegible]  
97. [illegible]  
98. [illegible]  
99. [illegible]  
100. [illegible]

